place de secrétaire. M. Caron fut tenté de répliquer à ces solliciteurs de vouloir bien eux-mêmes le faire nommer ministre d'abord.

Il paraît que ces rumeurs étaient sans fondement. La *Minerve* déclare qu'il n'a pas même été question de remaniement. Il y a tout de même des nominations importantes en vue. Le terme d'office du lieutenant-gouverneur d'Ontario est expiré le 17 mai, et son successeur devra être nommé avant le 1er juillet. Si c'est un ministre, il faudra remplacer le ministre. Il y a aussi quelques places de juges à remplir. Les conjectures vont leur train.

* *

La paix est faite entre M. Norquay et les Mennonites. Ceux-ci consentent à accepter le régime municipal. On va les organiser immédiatement en conséquence. Ces braves gens vont être inscrits sur les listes, et ils prendront part aux prochaines élections politiques. Il sera curieux de les voir voter, si toutefois ils se prévalent des droits qu'on leur impose plutôt qu'on ne les leur accorde. Il pourra arriver dans le cours des événements, que cette population, qui ignore entièrement le pays et qui a une espèce d'horreur pour tout ce qui lui est étranger, tienne à un moment donné les destinées de la province entre ses mains et décide du sort des gouvernements. On ne manquera pas de les *travailler*, au profit de l'un ou de l'autre parti.

Ne serait-il pas à propos de refuser les droits politiques, au moins pour ce qui regarde le pouvoir fédéral, à une classe de gens qui ont posé comme condition de leur entrée au pays qu'ils seraient exempts du service militaire? Que les autorités locales fassent comme elles l'entendent à ce sujet; mais le gouvernement fédéral pourrait, pour sa part, limiter les mennonites au système municipal et rayer leurs noms de ses listes. Puisqu'ils font exception quant au service militaire, ils peuvent bien faire exception quant aux privilèges politiques. Ils ont leurs lois à eux d'ailleurs, et ne reconnaissent pas les nôtres. Il serait étrange, dans ces conditions, qu'on leur permit de prendre part à l'œuvre de notre législation, et si M. Norquay y trouve son affaire, tout le monde n'est pas obligé de penser comme lui à cet égard.

* *

M. Royal a glissé un écho du parlement dans sa conférence à l'Union Catholique. Il a parlé incidemment, mais d'une manière assez accentuée de la question des frontières d'Ontario, qui a causé quelque bruit pendant la session qui vient de finir et qui est destinée à en causer davantage à l'avenir.

M. Royal faisait partie du comité qui avait été chargé par la Chambre d'étudier cette question et qui a soumis son rapport dans les dernières séances, annulant la décision des trois arbitres. Comme l'a fait remarquer l'honorable conférencier de l'Union Catholique, les intérêts de Manitoba, de Québec et de toutes les autres provinces sont ici en conflit avec l'intérêt d'Ontario. Si l'on avait accepté le jugement des arbitres, la province d'Ontario serait agrandie dans des proportions exorbitantes, et l'équilibre de la confédération serait rompu. M. Royal a insisté sur l'importance de ce débat, qui sera repris à la prochaine session.

La province de Manitoba n'avait pas encore été représentée aussi bien, au parlement fédéral, qu'elle l'a été, pendant la dernière session, par M. Royal, toujours sur la brèche, toujours vigilant, et prêt en toutes circonstances à intervenir lorsque les intérêts, non-seulement de son comté, mais de sa province, étaient en jeu. Il était le chef réel et presque le *factotum* de la députation de Manitoba.

* *

La fameuse courbe du chemin de fer du Nord, à Saint-Martin, est en train de disparaître. Le gouvernement a fini par s'entendre avec M. Dagenais, le propriétaire devenu légendaire de la célèbre grange qui a causé tant d'ennui à M. Joly, et qui

va être abattue pour livrer passage à la voie ferrée.

C'était un étrange spectacle que celui de cette courbe, qui avait la forme d'un S, au beau milieu d'une plaine, en plein pays plat. Il est inouï qu'un chemin de fer se soit détourné de la ligne droite dans ces conditions, lorsqu'aucun obstacle naturel ne forçait à le faire, et la vue de ce phénomène devait singulièrement intriquer les voyageurs qui n'étaient pas au fait de l'aventure.

A part le désagrément de choquer le regard et de défier toutes les règles, la courbe n'a pas entraîné d'inconvénient grave. Les trains, qui la franchissaient à toute vitesse, n'ont pas une seule fois déraillé. C'était merveille, et l'on s'étonnait toujours qu'il n'arrivât pas d'accident.

On a parlé de conserver cet S à côté de la ligne rétablie, à titre de souvenir. Le fait est que l'embranchement de Saint-Martin doit à ce curieux zigzag d'être un chemin de fer unique au monde.

* *

Il y a eu, ces jours derniers, une réunion des évêques à Québec. On croit que c'était au sujet de la question soulevée dans la contestation de Berthier.

Peut-on forcer les témoins, dans ces sortes de procès et dans tout procès en général, à révéler le secret de la confession, lorsqu'il a trait à la cause pendante? Il ne s'agit pas du prêtre témoin, mais du pénitent seulement. Le juge Olivier a rejeté l'affirmative, à Berthier, en se fondant sur le respect que la loi accorde au secret professionnel, en justice, et en assimilant à ce secret celui du confessionnal. Il a décidé qu'on ne pouvait ni ne devait interroger un témoin sur ces matières.

Le principe religieux impliqué est encore plus grave, on le comprend. D'abord, au seul point de vue du droit naturel, serait-il juste d'entendre le pénitent, témoin *ex parte*, lorsque le prêtre resterait lié par ses engagements personnels. Celui-ci se trouverait à la merci du premier ignorant venu, même du parjure, et dans l'impossibilité de rétablir la vérité que le premier aurait dénaturée ou que le second aurait délibérément violée. Ensuite, il y a le droit ecclésiastique, qui défend de traîner les prêtres devant les tribunaux civils, sous peine d'excommunication majeure, et qui interdit aussi aux pénitents de révéler ce qui s'est passé au confessionnal entre eux et le confesseur. On peut s'attendre que ces principes seront réaffirmés à l'occasion du procès de Berthier.

* *

L'emprunt de quatre millions contracté à Paris par le ministère local constitue un événement dont l'extrême importance n'est contestée par personne. C'est la première fois que nous avons accès au marché français, et que les capitaux français s'engagent dans le pays, après une absence de cent-vingt ans. Le fait prête à des considérations nombreuses.

Depuis la conquête, les Canadiens-français ont invariablement reçu peu d'accueil sur le marché anglais, on un nom français devait être associé à un nom anglais pour avoir du crédit. On avait souvent signalé cette injustice, et plusieurs fois on avait exprimé l'idée qu'il fallait s'adresser à la France. Mais on n'avait pas encore tenté la chose, ni pour les entreprises privées ni pour les entreprises publiques. Il est permis de supposer qu'il eût été possible avant aujourd'hui d'attirer ici, pour nos industries, les capitaux français, qui se répandaient si facilement, il y a quelques années, sur les moindres républiques du Centre-Amérique.

Quoiqu'il en soit, la tentative a parfaitement réussi, et c'est une ère nouvelle qui s'ouvre dans l'histoire de nos relations avec la France. C'est un premier pas qui entraînera sans doute des conséquences. On peut espérer d'intéresser la France financière et industrielle à nos entreprises, après ce premier mouvement. Tout le monde se demande comment il se fait qu'on n'ait pas songé plus tôt à frapper à cette porte hospitalière et amie. Désormais, nous serons moins dépendants de

nos amis les courtiers et banquiers anglais.

L'obligeance des banquiers français et les conditions faciles acceptées par eux sont, en outre, un titre de crédit considérables pour la province. Les capitalistes britanniques qui nous prêtent comptent toujours sur l'autorité impériale pour protéger les fonds qu'ils nous concèdent contre des velléités possibles de répudiation de notre part. Il n'en est pas de même des capitalistes français, dont le gouvernement anglais se soucierait peu en cas de banqueroute, et dont l'intervention, sans garantie de ce genre, est par conséquent un indice de confiance marquée.

A. GÉLINAS.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 21 mai 1880.

Les steamers venant d'Europe arrivent chaque jour chargés d'immigrants. Ce mois-ci il en débarquera, dit-on, plus de vingt-cinq mille, et le mois prochain nous en verrons encore davantage.

Ce n'est pas la première fois que le monde assiste à ces grandes migrations humaines. On a vu l'Asie émigrer en Grèce et celle-ci disperser son peuple sur le rivage de la jeune Gaule et des pays latins. N'est-il pas à craindre que l'Europe suive cet exemple un jour, et finisse même par se dépeupler au profit de l'Amérique.

Si ce que nous voyons continue, le siècle prochain les Etats-Unis seront si peuplés que leurs habitants chercheront aussi une terre nouvelle pour y courir en masse.

Le vieux Monde sera nouveau,
Le Nouveau deviendra vieux Monde
Peut-être, qu'un roi du Congo
Dominera la terre et l'onde!

* *

Je me demande pourquoi tant de gens quittent leur patrie pour venir végéter ici de longues années. Il faut y avoir passé pour se figurer combien la vie de l'émigrant est semée d'écueils.

Règle générale, au bout de trois ans il est plus pauvre que lorsqu'il a quitté le sol natal; après dix années de lutttes et de tâtonnements, il commence à vivre de son travail. Quand il a passé vingt ans, soit à New-York, soit dans les autres Etats, il est certain qu'il a dû y faire fortune, à moins toutefois qu'il ne soit ruiné complètement.

Ce qui attire l'étranger aux Etats-Unis ce sont surtout les exagérations de l'un et de l'autre. Qui dit voyageur dit menteur; on veut à toute force raconter des merveilles, et quand on n'en a pas sous la main on en fabrique.

Si l'on consulte un ouvrier de profession qui ait voyagé ici, il répondra invariablement qu'il y gagnait trois dollars par jour.

Une servante vous jurera que le moindre de ses gages était de 10 dollars par mois.

Quand aux artistes, leurs racontars sont encore plus fantaisistes, le mieux est de ne pas les écouter.

La vérité vraie, c'est qu'il y a ici plus d'ouvriers à un dollar qu'à deux; plus de servantes à huit dollars par mois qu'à quinze, et plus d'artistes sans le sou qu'à bien vêtus!

Avez-vous remarqué, chers lecteurs, qu'une foule d'immigrants se figurent rien que parce qu'ils ont touché le sol américain—qu'ils sont doués d'aptitudes supérieures?

C'est ainsi qu'on voit un artisan médiocre se poser en foreman; une bonne d'enfant se donner comme institutrice; un affreux barbouilleur prétendre à la gloire de Raphaël.

Bien souvent on se laisse prendre à ces fanfaronnades, mais ordinairement on ne fait qu'en rire et c'est même ce qu'il y a de plus raisonnable.

* *

Au milieu de tant de prétentions et d'originalités si diverses il se rencontre, cependant, de véritables talents... mé-

connus, et, même, des hommes de génie-fourvoyés.

Ce sont pour la plupart des âmes délités qui sourient avec autant de grâce à la misère qu'à la fortune..... absente. Ils vivent ordinairement d'idéal et d'eau fraîche et quand leur dîner est insuffisant ils le complètent avec leur esprit.

Avant de parler de leur cercle—fondé par eux ces jours derniers—je vais donner quelques détails sur les occupations d'un certain nombre d'entre eux. Ce court aperçu montrera une fois de plus combien la vie de l'émigrant aux Etats-Unis est précaire, ainsi que la malice du hasard.

* *

Cercle des incompris

Telle est le titre de cette phalange héroïque. Il y a réunion tous les samedis pour cette soirée. L'habit noir est de rigueur; celui qui n'en a plus en emprunte un quelque part.

Le président de cercle est un ex-sous-préfet que Freycinet a dégommé.

Cette victime du nouveau régime, est devenu—par suite de revers de fortune—conducteur d'un char, sans doute parce qu'autrefois il dirigeait celui de l'Etat.

Le trésorier de cette même association est un peintre que M. Turquet, ministre des beaux arts en France, a persécuté, de chute en chute il en arrive à se faire percher pour vivre; de là ce quatrain:

Il est peintre et même barbier
Ce qui fait que dans le quartier
On dit, voyez donc Figaro
Comme il se sert bien du pinceau!

Un musicien, appartenant également à la même société, mais qui a perdu sa position au grand Opéra de Paris à cause d'un couac, travaille en ce moment chez Delmonico.

On dit que cet infortuné passe tout son temps à plumer des canards, ce qui lui rappelle ceux de sa clarinette.

Un autre, poète de la dernière école, mais momentanément sans ressources, n'a rien trouvé de mieux pour gagner sa vie que de mettre l'adresse sur des enveloppes à raison de 60 cts le mille; il a choisi cette profession afin d'être toujours homme de lettres.

Enfin, un architecte d'un grand mérite, appartenant aussi au même cénacle, s'est fait dentiste.

Pourquoi dentiste, je vous le demande! L'infortuné prétend que c'est pour travailler toujours dans les palais. Pal mal-hein! pour un architecte!

Il y a des lecteurs qui diront que je ne suis pas sérieux et que tous ces personnages appartiennent à la fantaisie; ah chers amis! si vous connaissiez comme moi les bas fonds de New-York et les ficelles qui font mouvoir tant de grands personnages, vous seriez convaincu qu'ici rien n'est impossible et que, quoique l'on dise, on reste toujours au-dessous de la vérité.

Le pays qui a vu Edison, marchand de journaux, Stewart, l'archimillionnaire, vendre des allumettes, et Grant, le César-sphinx, tanner le cuir, peut encore produire d'autres anomalies. Avant d'être incrédules, songez au vers de Boileau: Le vrai peut, quelquefois, ne pas être vraisemblable.

ANTHONY RALPH.

—Le roi de Siam, qui doit venir en Amérique, en juillet prochain, porte le nom de Chulalou Korn I. Il visitera d'abord les Etats-Unis, mais on croit qu'il viendra en Canada.

Il aura 27 ans au mois de septembre prochain, et a été appelé à succéder à son père à l'âge de 15 ans.

La population de son royaume est à peu près de 11,000,000. Le pays est divisé en 51 provinces dont chacune est dirigée par un phaja ou gouverneur. Le revenu de ce pays s'élève à environ \$15,000,000.

Les indigènes sont imprévoyants à cause de l'état de servage dans lequel les propriétaires du sol tiennent la population. L'agriculture y est peu avancée, et c'est à peine si la terre donne aux populations la nourriture suffisante. Le commerce du pays est en grande partie sous le contrôle des étrangers.